

ACCORD ÉTATS-UNIS–MEXIQUE–CANADA (AEUMC)

***Les producteurs agricoles du Centre-du-Québec
dénoncent fermement l’attitude du gouvernement fédéral***

Drummondville, le 24 octobre 2018 – Réunis en assemblée générale annuelle, les producteurs agricoles du Centre-du-Québec ont unanimement dénoncé l’attitude du gouvernement fédéral, qui utilise l’agriculture comme monnaie d’échange dans les accords commerciaux. Pour l’occasion, des représentants de toutes les MRC de la région et des représentants régionaux de toutes les productions sous gestion de l’offre étaient présents pour accorder leur appui sans équivoque aux producteurs. Précisons que le Centre-du-Québec représente 15 % du PIB agricole québécois.

Le plus récent accord, conclu le 30 septembre dernier, a vu le Canada faire de nouvelles concessions sur le dos des agriculteurs, entraînant une instabilité économique, augmentant le stress et la détresse psychologique chez nos familles agricoles et contribuant inévitablement à dévitaliser nos milieux ruraux.

Combiné à l’Accord économique et commercial global entre l’Union européenne et le Canada et à l’Accord de partenariat transpacifique, les concessions du Canada totalisent maintenant près de 9 % dans le secteur laitier seulement.

« Les productions sous gestion de l’offre sont très présentes chez nous et jouent un rôle déterminant dans l’occupation dynamique de notre territoire. Quand on déstabilise des productions aussi importantes, c’est tout le secteur agricole et para-agricole qui s’effrite. C’est un véritable effet domino et il faut que ça cesse. », de dénoncer le président de la Fédération de l’UPA du Centre-du-Québec, M. Daniel Habel.

Plus concrètement, les producteurs demandent au gouvernement fédéral l’application stricte de règles de réciprocité aux frontières canadiennes. Ils veulent la mise en place d’une politique rigoureuse d’identification de l’origine des produits (et des ingrédients) et d’une politique d’achat des produits canadiens. Ils demandent de retirer de l’AÉUMC tout droit de regard des Américains sur les ententes privées conclues entre les producteurs et les transformateurs canadiens. Ils exigent une compensation de la totalité de leurs pertes financières. Enfin, ils demandent un soutien adéquat pour le développement des communautés rurales, qui sont des victimes collatérales de ces concessions commerciales.

« Les producteurs sous gestion de l’offre se disciplinent chaque jour pour produire l’équivalent des besoins des consommateurs et ce, sans soutien gouvernemental. En plus, ils sont soumis à des règles beaucoup plus strictes que chez nos voisins du sud. Ils n’en peuvent plus de voir leurs efforts sacrifiés par leur gouvernement. » de conclure M. Habel.